

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 30/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHEVRON ORONITE SAS

Route du Pont VII
7014 X
76700 Gonfreville-L'orcher

Références : 20240827 AN-Retentions
Code AIOT : 0005800439

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/08/2024 dans l'établissement CHEVRON ORONITE SAS implanté Route du Pont VIII 76700 Gonfreville-l'Orcher. L'inspection a été annoncée le 13/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 27 août 2024 s'inscrit dans le cadre d'une action nationale, pour l'année 2024, de contrôle de la mise en œuvre des prescriptions relatives à la rétention de produits polluants et au confinement des eaux d'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEVRON ORONITE SAS

- Route du Pont VIII 76700 Gonfreville-l'Orcher
- Code AIOT : 0005800439
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement Chevron Oronite SAS de Gonfreville-l'Orcher, parfois désigné sous sa forme abrégée COSAS, est spécialisé dans la fabrication d'additifs pour lubrifiants et carburants. Notamment, sont fabriqués les principaux produits suivants :

- des additifs pour lubrifiants («OLOA» : Oronite Lubricant Oil Additives) : additifs détergents, additifs dispersants, additifs inhibiteurs de corrosion, et additifs anti-usure.
- divers autres produits chimiques : alkylats et acides sulfoniques.

Le site est classé Seveso seuil haut et est réglementé par un arrêté préfectoral du 23 mars 2017.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective	2 mois
7	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Autre du 11/06/2020	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
3	Rétention déportée et dispositif de drainage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV	Sans objet
4	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	Sans objet
5	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Sans objet
6	Respect des engagements pris à l'issue de précédentes	AP Complémentaire du 04/08/2021, article Divers	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	inspections		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 27 août 2024 concernait l'organisation définie et mise en œuvre par Chevron Oronite SAS pour assurer la rétention des produits polluants et le confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie.

Dans un premier temps, l'inspection des installations classées s'est intéressée aux avancées obtenues par l'exploitant dans le plan d'action défini en réponse à une précédente inspection. À cet égard, elle relève que l'exploitant a réalisé la majorité des mesures prévues, même s'il reste des actions à achever pour solder ce sujet.

Les inspecteurs ont ensuite examiné l'organisation adoptée par COSAS pour assurer le contrôle et l'entretien des rétentions associées aux réservoirs de liquides polluants ou inflammables. Ils en ont conclu que l'exploitant a défini un programme de surveillance approprié. Sur la base de la consultation des outils de suivi et l'examen d'un cas concret, ils ont observé que ce programme était appliqué, bien que l'enregistrement des résultats de la surveillance manque de rigueur sur certains points.

Au vu de cet examen par sondage, l'organisation définie pour assurer la rétention des produits polluants et le confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie apparaît dans l'ensemble satisfaisante. L'exploitant devra néanmoins apporter des éléments de réponse aux demandes formulées ci-après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni aux inspecteurs une liste des rétentions exploitées au sein de l'établissement.</p>

Cette liste se présente sous forme d'un tableau comportant le repère de la rétention, le type de réservoir concerné (fixe ou mobile), la capacité minimale à contenir, la capacité utile de la rétention, et la nature des produits entreposés (toxiques pour les organismes aquatiques, inflammables ou non classés ICPE).

La capacité utile de chaque rétention individuelle est complétée par celles des rétentions déportées de l'établissement :

- le bassin d'homogénéisation de l'établissement (volume de 1 500 m³), repère V801
- un second bassin, attenant au précédent et de repère V830 (volume de 5 000 m³).

Cette configuration est prévue à l'article 4.1.3.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2017.

Au regard de ce qui précède, le volume de rétention associé à chaque parc d'entreposage répond aux attentes réglementaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions

Prescription contrôlée :

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

Constats :

à la demande des inspecteurs, l'exploitant a présenté son programme de contrôle et de maintenance des rétentions et bassins de confinement.

Ce programme est intégré au programme d'inspection de l'établissement (guide d'inspection référencé 370INS), qui comprend également les inspections d'équipements sous pression, de tuyauteries, flexibles, etc. Pour ce qui est des rétentions, ce document s'appuie sur la DT92 (« GUIDE DE SURVEILLANCE DES OUVRAGES DE GÉNIE CIVIL ET STRUCTURES - Cuvettes de rétention et fondations de réservoirs », guide de l'Union des Industries Chimiques désigné sous la référence DT92) pour définir une gamme d'inspection visuelle et une périodicité d'inspection. Cette périodicité est fonction du statut de l'ouvrage (soumis au plan de modernisation des installations industrielles, à l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 ou MMR/IPS). La gamme d'inspection comporte une liste d'observables et un champ permet à l'inspecteur de reporter ses conclusions. Ces conclusions consistent en une caractérisation des défauts rencontrés (sur la base du catalogue de désordres proposé par la DT92) et des recommandations de travaux à prévoir, également priorités sur la base de la DT92.

Les inspections, ainsi que les travaux qui en découlent, sont réalisés par le service inspection de COSAS. Les inspecteurs se sont donc rendus dans les bureaux de ce service pour y consulter des

rapports récents. Ces rapports sont gérés dans une application informatique de suivi des équipements. L'historisation des rapports dans cet outil participe à la constitution du dossier de surveillance suggéré par la DT92.

Les inspecteurs ont examiné le rapport référencé INSP-20000004228, relatif à l'inspection de la fosse de rétention du parc E, réalisée le 03 février 2023. Munis de ce rapport, ils se sont rendus au niveau du parc E pour vérifier la cohérence entre le contenu du rapport et leurs propres observations. Les représentants de l'exploitant ont appelé l'attention des inspecteurs sur le fait que, depuis le 03 février 2023, des travaux avaient été menés pour réparer les défauts.

Le parc E est un ensemble de réservoirs fixes à axe vertical, équipé d'un ouvrage maçonné formant une fosse de rétention. Compte tenu de ses dimensions, les inspecteurs se sont limités à un examen visuel de la paroi ouest. Ils ont noté que cette paroi portait effectivement des marques de travaux récents.

Les inspecteurs ont noté que la fosse de rétention est en bon état général. Ils ont comparé la position des défauts sur le plan annexé au rapport avec celle des indications observées sur place et ont relevé un décalage parfois important entre ces informations. Il apparaît que la position des défauts n'a pas été reportée avec précision sur le plan de contrôle.

De même, les inspecteurs ont relevé une incohérence entre la date portée dans le rapport d'inspection (03/02/2023) et celle mentionnée sur le plan de contrôle associé (02/03/2023). En première approche, il pourrait s'agir d'une erreur d'écriture (inversion du jour et du mois), mais ce point doit être confirmé.

Les inspecteurs ont également noté que l'une des réparations était endommagée (réparation située à proximité immédiate du coffret électrique BJ 2-2 - voir prise de vue en annexe). Aucun représentant du service inspection n'était présent ; l'exploitant n'a donc pas pu confirmer que ces travaux ont été réceptionnés et ont fait l'objet de réserves ou de demande de travaux.

Les inspecteurs n'ont pas observé, au niveau de la paroi ouest de la fosse, de défaut notable non signalé dans le rapport du 03/02/2023.

Lors de leurs déplacements au sein du site, les inspecteurs ont vérifié par sondage que les cuvettes de rétention étaient vides (absence d'objet étranger, d'eau pluviale, etc.). Ils ont observé la présence d'échafaudages dans certaines cuvettes, qui s'expliquait par des travaux ou inspections en cours.

L'inspection des installations classées retient que COSAS a défini un programme de surveillance compatible avec les recommandations de la DT92, ce qui est approprié. La consultation, par sondage, de l'outil de suivi de ce programme de surveillance indique que la périodicité des inspections est respectée.

Sur la base d'un cas concret récent, ils ont observé que ce programme était appliqué, bien que l'enregistrement des résultats de la surveillance manque de rigueur sur certains points.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'améliorer la rigueur de rédaction des fiches de surveillance des ouvrages de rétention. En particulier, la localisation des défauts doit être reportée avec précision sur le plan de contrôle annexé aux fiches de surveillance.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui indiquer :

- si la réparation située sur la paroi ouest de la fosse de rétention du parc E, constatée endommagée, a fait l'objet d'une réception après travaux,
- si cette réception a conduit à émettre des réserves ou demandes de travaux en raison de cet endommagement.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Rétention déportée et dispositif de drainage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-IV
Thème(s) : Actions nationales 2024, Rétention déportée et dispositif de drainage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le liquide recueilli est dirigé de manière gravitaire vers la rétention déportée ou par un dispositif de drainage actif commandable manuellement et automatiquement sur déclenchement du système de détection d'incendie ou d'écoulement.</p> <p>Dans ce cas, la pertinence, le dimensionnement et l'efficacité du dispositif de drainage sont démontrés au regard des conditions et de la configuration des stockages.</p> <p>Le dispositif de drainage fait l'objet d'une vérification périodique, d'un entretien et d'une maintenance appropriés. En cas de dispositif de drainage actif, celui-ci fait l'objet de tests de fonctionnement périodiques, à une fréquence au moins semestrielle.</p> <p>Les dates et résultats des tests réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé.</p> <p>L'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage actifs, le cas échéant. Le délai d'exécution de ces consignes ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme déjà évoqué, l'établissement dispose de deux fosses, désignées sous les références V830 et V801, destinées à contenir les pollutions accidentelles d'un volume important.</p> <p>Les effluents sont canalisés dans le réseau de collecte du site et dirigés vers ces fosses via deux pompes de relevage d'un débit unitaire de 100 m³/h. Si nécessaire, le débit peut être augmenté par une pompe auxiliaire de 600 m³/h. Selon les schémas présentés, ces pompes refoulent dans une conduite de DN 8 pouces supportant un débit de 450 m³/h.</p> <p>Par défaut, ces pompes sont lignées vers le bassin d'homogénéisation V801. Une intervention humaine est nécessaire (manœuvre de deux vannes manuelles) pour dériver les effluents vers le bassin V830. Lors de la visite de site, les inspecteurs ont souhaité assister à un essai de ces deux vannes : la modification du lignage a duré 21 secondes, ce qui est acceptable.</p> <p>Les inspecteurs ont demandé si ces vannes étaient testées régulièrement et si le résultat de ces tests était consigné dans un registre. L'exploitant a expliqué que ces vannes sont souvent manœuvrées pour des raisons d'exercice ou d'exploitation et qu'il n'a jamais éprouvé le besoin de réaliser des essais périodiques. Une défaillance serait rapidement détectée.</p> <p>Les inspecteurs se sont rendus au sein du service maintenance pour y vérifier l'enregistrement des gestes de test et de maintenance des pompes de relevage précitées.</p> <p>Ces pompes sont intégrées à la politique de maintenance de l'établissement, suivie par GMAO.</p> <p>La périodicité de test et de maintenance est définie sur la base des préconisations du constructeur, éventuellement affinées par une analyse de risques menée par le service fiabilité pour les nouveaux équipements. Chaque mois, le service maintenance édite la liste des gestes préventifs à réaliser dans le mois qui suit, basée sur le respect de la périodicité prescrite et les contraintes de production.</p> <p>En consultant la GMAO, les inspecteurs ont ainsi relevé que les pompes de relevage ont bien été</p>

soumises à une maintenance à périodicité prescrite (dernière campagne en juillet 2024). Ils ont cependant observé que cette périodicité avait été espacée de 3 mois à 6 mois. Interrogé sur ce point, le responsable du service de maintenance a expliqué que cette modification avait été accordée sur la base d'un REX favorable, issu des précédentes campagnes de maintenance. Les vannes d'isolement équipant les exutoires nord et sud des réseaux de collecte sont testées par les équipes du secteur 5. Par manque de temps, les inspecteurs n'ont pas consulté les résultats de ces essais de manœuvrabilité, qui sont archivés dans les locaux de ce service. Les inspecteurs retiennent donc que les matériels participant au recueil et au confinement des polluants sont bien soumis à une politique de contrôle et de maintenance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bassin de confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26

Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie

Prescription contrôlée :

Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.

Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Pour les sites autorisés après le 1er janvier 2012, ce bassin ou ce dispositif équivalent :

- est implanté hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/ m² identifiées dans l'étude de dangers,

- ou ; - est constitué de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à son emploi.

Le volume de ce bassin ou de ce dispositif équivalent est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³/ tonne de produits visés au premier alinéa de cet article et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin ou de ce dispositif équivalent sont disposés pour pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Constats :

Comme déjà évoqué, l'établissement dispose de deux fosses, désignées sous les références V830 et V801, destinées à contenir les pollutions accidentelles d'un volume important.

Les vannes permettant de modifier le lignage vers l'un ou l'autre de ces bassins sont identifiées, visibles, situées à hauteur d'homme et dans un espace dégagé permettant une manœuvre facile.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Bassin de confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.</p> <p>Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</p> <p>Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m3.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ; - tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ; - en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. <p>Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant. <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels. - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</p> <p>Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme déjà évoqué, l'établissement dispose de deux fosses, désignées sous les références V830 et V801, destinées à contenir les pollutions accidentelles d'un volume important.</p> <p>Les vannes permettant de modifier le lignage vers l'un ou l'autre de ces bassins sont identifiées, visibles, situées à hauteur d'homme et dans un espace dégagé permettant une manœuvre facile.</p> <p>Les organes de manœuvre et les pompes de relevage sont soumis à une stratégie de contrôle et de maintenance décrite dans les points de contrôle précédents.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Respect des engagements pris à l'issue de précédentes inspections

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2021, article Divers
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : Les prescriptions contrôlées sont annexées en partie confidentielle de l'arrêté préfectoral complémentaire
Constats : L'exploitant a présenté aux inspecteurs l'état d'avancement du plan d'action défini à la suite de l'inspection du 11 juin 2020, portant sur la même thématique. Pour mémoire, cette inspection avait conclu à la nécessité de mettre en conformité le stockage de contenants transportables (fûts et grands récipients en vrac) de liquides inflammables, ainsi qu'à améliorer les capacités à contenir les eaux d'extinction au sein du périmètre. Le plan d'action soumis par l'exploitant en réponse aux demandes des inspecteurs a été en partie transcrit au travers de prescriptions de l'arrêté préfectoral du 04 août 2021. Ces actions comprennent notamment : <ul style="list-style-type: none">• la mise en service d'un véhicule d'intervention contre l'incendie, de type "fourgon mousse grande puissance" (FMOGP) équipé d'une rampe d'autoprotection contre le rayonnement thermique et adapté aux feux d'hydrocarbures (article 1er annexé à l'arrêté préfectoral précité). Lors de la visite de terrain, les inspecteurs ont bien noté la présence de ce véhicule stationné à son emplacement.• le déplacement de réservoirs mobiles de liquides inflammables dans un parc d'entreposage dédié. Ce parc (S1) est équipé de plusieurs canons à mousse, asservis à une détection incendie (article 4.2 annexé à l'arrêté préfectoral). Ce parc est actuellement en service, avec une capacité d'accueil de 1000 fûts, bien que l'occupation réelle soit généralement de 600 fûts environ.• l'amélioration de la protection du bâtiment Le Quai, avant sa mise en service (dédié à l'entreposage de fûts de liquides inflammables - chapitre 5 de l'arrêté préfectoral) : - rétention des eaux d'extinction au moyen de murets périphériques à l'intérieur du bâtiment et par merlons au niveau des quais de chargement/déchargement. La capacité de rétention avoisine 3000 m³- déplacement du local de charge d'accumulateurs à l'extérieur du bâtiment- aménagement de rampes surélevées permettant la circulation des chariots automoteurs entre les zones du bâtiment, tout en préservant une capacité de confinement par séparation des zones• la mise à niveau des hydrants du réseau incendie (nourrices de répartition), équipés de demi-raccords aux dimensions standards (présence confirmée lors de la visite de terrain). Ce réseau a été étendu à l'ouest et au nord jusqu'au bâtiment « le Quai », avec l'implantation de nouvelles nourrices au niveau de ce futur entrepôt.• la mise en place d'armoires dédiées à l'entreposage de liquides inflammables au niveau du magasin général (confirmé lors de la visite de terrain), en lieu et place des palettes qui étaient utilisées auparavant. Les représentants de l'exploitant ont appelé l'attention des inspecteurs sur la rédaction de l'arrêté préfectoral du 04 août 2021, qui prescrit la contractualisation d'une convention d'assistance mutuelle avec l'établissement voisin (TotalEnergies Raffinage). Cette prescription est

la reprise d'un point du plan d'action, qui proposait cette mesure jusqu'à l'acquisition du FMOGP. Il ne s'agissait que d'une mesure temporaire, prise à titre conservatoire pour renforcer les moyens mobiles de crise. Or, lors de la rédaction de l'arrêté, ce caractère temporaire de la mesure aurait été oublié. La prescription est désormais superflue et les représentants de l'exploitant ont demandé son retrait en raison des coûts qu'elle entraîne. Vérifications faites dans les documents d'instruction, l'inspection des installations classées proposera à M. le préfet une modification de cette disposition.

L'exploitant a également averti l'inspection des installations classées que la mise en service industrielle du bâtiment Le Quai serait sans doute retardée de trois mois environ. Il a expliqué ce retard de livraison par des difficultés rencontrées dans les réglages des automatismes du palettiseur.

L'inspection des installations classées retient donc le bon état d'avancement de ce plan d'action.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Autre du 11/06/2020

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Prescription contrôlée :

Ce point de contrôle s'intéresse au respect d'engagements pris à la suite de l'inspection du 11 juin 2020.

Constats :

L'inspection du 11 juin 2020 a également conduit l'exploitant à proposer un plan d'action destiné à améliorer le dispositif de confinement des eaux d'extinction à l'échelle du site.

En mars 2022, l'exploitant a communiqué une étude hydraulique identifiant les différents secteurs de collecte de l'établissement, sur la base de relevés topographiques. Cet état des lieux a permis, en partant d'un scénario d'incendie dimensionnant aggravé par l'amenée d'eaux pluviales, de caractériser les volumes collectés par chacun de ces secteurs et d'évaluer la capacité du réseau à acheminer ces effluents vers le bassin de confinement du site. Cette étude a montré que le réseau de l'établissement n'aurait pas été en capacité de contenir les eaux d'un incendie de longue durée.

En septembre 2022, l'exploitant a donc proposé un plan d'action destiné à restaurer ces capacités de confinement.

Le premier volet de ce plan d'actions comprend des solutions destinées à contenir les écoulements en certains endroits du site :

- création d'un merlon périphérique bâché, d'une hauteur de 40 cm au sud et à l'est du site. Les inspecteurs ont effectivement observé la présence de cet ouvrage lors de la visite de terrain, sans le parcourir entièrement ;
- mise en place de protections amovibles aux points particuliers ne pouvant être équipés de rétentions fixes :

- water-sacks au niveau du portail d'accès des visiteurs et intervenants extérieurs. Cette solution s'appuie sur des sacs contenant des polymères se gonflant au contact de l'eau, à disposer par empilement en quinconce devant le flot. Elle nécessite une intervention humaine (par les agents de sécurité de quart, en première intention), mais cet endroit se situe en dehors des zones

d'effets thermiques

- batardeaux actionnables par vérins au niveau de l'accès du personnel. Ce portail étant situé dans des zones d'effets thermiques, il n'était pas envisageable d'y manipuler des water-sacks

- watergate au niveau de la voirie sud. Cette barrière se présente comme un batardeau souple, déployé sans intervention humaine sous la pression de l'eau. En l'absence d'eau, elle permet la circulation sur la voirie.

Lors de la visite de terrain, les inspecteurs ont noté que ces dispositifs étaient à poste. Ils n'ont pas demandé à assister à une démonstration de mise en service.

- l'exutoire sud du réseau d'eau pluviale, associé à la fosse FOS966 est ouvert dans les conditions normales d'exploitation. En cas d'incident, il serait obturé par des vannes d'isolement à fermeture automatique sur détection d'un seuil de DCO. Si nécessaire, ces vannes sont actionnables manuellement. L'exploitant a déclaré que ces organes sont soumis à des essais mensuels de manœuvrabilité. Faute de temps, les inspecteurs n'ont pas pu consulter les relevés de résultats d'essais, conservés au sein du service chargé des tests
- les effluents ainsi confinés seraient collectés dans des fosses, pompés et acheminés vers le bassin de confinement du site (cf points de contrôle suivants).

Des projets restent à finaliser :

- la protection de la voie ferrée au nord du site : le ballast réduit l'efficacité des moyens déjà envisagés. L'exploitant reste en recherche d'une solution acceptable et assure avoir bon espoir de la définir avant décembre 2024.
- la vanne d'isolement équipant l'exutoire nord du réseau de collecte des eaux résiduaires doit être actionnée manuellement. L'exploitant a prévu de la modifier de sorte que sa fermeture soit asservie à un seuil de DCO. Le retard de modification est dû à une erreur du choix technique : l'exploitant a acheté une vanne adaptée aux conduits circulaires, alors que la buse est de section carrée.

Dans un second volet de son plan d'actions, COSAS a proposé d'explorer de nouvelles pistes d'amélioration, incluant la création d'un nouveau bassin de confinement au nord de l'établissement (ce qui impliquerait la création du réseau de collecte associé et le transfert du magasin général, qui occupe aujourd'hui la parcelle identifiée). Les représentants de l'exploitant ont annoncé l'abandon de cette piste, en raison des coûts associés. Les inspecteurs prennent acte de cette décision, sous réserve que COSAS puisse démontrer que les actions déjà déployées suffisent à contenir les eaux d'extinction du scénario d'incendie dimensionnant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées a noté le bon état d'avancement du plan d'action décrit par COSAS dans son document « Présentation du plan d'actions suite à la note hydraulique de la SADE » (version de septembre 2022) et demande à l'exploitant de la tenir informée du solde des actions restant à mener.

Elle prend acte de l'abandon de certaines pistes qui restaient à explorer et demande à l'exploitant de démontrer que les actions réalisées ou en cours de réalisation garantissent le confinement des eaux d'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois